

«Je veux réunir les Genevois pour discuter de la croissance»

Genève Antonio Hodgers tire les leçons des votes de dimanche. Et annonce une série de mesures pour améliorer la qualité des nouveaux quartiers.



Antonio Hodgers veut organiser un grand rassemblement pour discuter des questions de développement.

Image: Magali Girardin

[Par Christian Bernet@CCBernet](mailto:Christian.Bernet@CCBernet) 28.11.2019

Les votes de dimanche nécessitaient qu'on en tire des leçons. Le Conseil d'État a perdu sur trois dossiers importants: l'aéroport et les deux projets d'aménagement du Pré-du-Stand et du Petit-Saconnex. À la suite de ces trois gifles, Antonio Hodgers, président du Conseil d'État, annonce une série de mesures, qu'il livre en exclusivité à la «Tribune de Genève».

Il annonce pour ce printemps un grand rassemblement sur le thème de la croissance. Il a aussi décidé de revoir les anciens plans de quartier pour en améliorer la qualité. Sur l'aéroport, le Conseil d'État a relancé la Confédération pour mieux lutter contre le bruit. Enfin, lors d'une conférence de presse ce matin, il a présenté un moratoire sur la densification de la zone villas. Interview.

Quelle leçon tirez-vous de ces échecs de dimanche?

Les citoyens ont exprimé leurs préoccupations sur la qualité de vie et demandent un développement davantage maîtrisé. Je comprends très bien cela, j'ai le même ressenti. Cela dit, les résultats sont très serrés, notamment sur le Pré-du-Stand et sur le Petit-Saconnex, et il ne faut pas les surinterpréter en y voyant un retournement complet de l'opinion. Les gens ne disent pas qu'il faut tout bloquer ou fermer l'aéroport. Ils demandent plutôt un développement mesuré et de qualité.

Faut-il en déduire que ces projets n'étaient pas bons?

Je ne crois pas. Les gens ont projeté leurs doutes en pensant à certains quartiers récents comme celui d'Artamis. Mais, au Petit-Saconnex par exemple, beaucoup d'arbres auraient été maintenus et seraient devenus accessibles à tous plutôt que sur des parcelles privées comme aujourd'hui. Encore une fois, ce vote dit que l'aménagement doit être davantage pensé en lien avec la qualité de vie qu'avec la croissance économique.

La croissance est justement contestée par une frange de la population.

C'est pourquoi je veux réunir tous les acteurs de la société civile pour un grand rassemblement au cours du premier semestre de l'année prochaine dans le but de discuter de ces questions de développement et de qualité de vie.

Il y a cette ambiguïté entre développement urbain et économique. Duquel parlez-vous?

Justement, des deux. Ce n'est pas la construction de logements qui est facteur de croissance. Au contraire. Le moteur de tout ceci, c'est la croissance économique, la création d'emplois qui nécessite ensuite de créer du logement. Et si on bloque les logements, alors les pendulaires vont exploser, avec son lot de trafic et de pollution. En clair, on ne peut pas avoir un fort développement économique sans un fort développement territorial. Et si on veut un développement territorial modéré, il faut modérer nos ardeurs économiques.

Que peut-il bien sortir d'un tel rassemblement?

Il s'agit d'offrir un espace d'expression et de dialogue, qui soit moins émotionnel que les réseaux sociaux. Il sera ouvert aussi bien aux associations de quartier qu'aux milieux

économiques. Nous devons réfléchir au développement dans son ensemble. Et il y a sans doute plus de questions que de réponses, car toucher à la croissance a de nombreuses implications. Par exemple, un ralentissement de l'activité économique implique une baisse des recettes fiscales, donc des prestations de l'État.

En février, on vote sur des déclassements à Cointrin. Un échec programmé?

On verra, la campagne doit être menée. Ce périmètre offre un potentiel de 2300 logements, mais il va se transformer doucement, en respectant les propriétaires. Si ces logements ne se font pas, ce sera autant de personnes qui iront habiter hors du canton. Et nous avons déjà 650 000 passages journaliers aux frontières.

On y prévoit aussi beaucoup de bureaux. N'en fait-on pas trop?

La grande majorité des bureaux prévus à l'avenir sont dans le secteur Praille-Acacias-Vernets, et aussi le long de l'aéroport, sur sa façade sud. C'est un endroit bien situé pour des activités et ces immeubles protégeront du bruit les futurs logements. Mais là encore, nous n'en sommes qu'à la planification. Tout cela prendra peut-être des décennies pour se réaliser. De manière générale, j'ai demandé à mettre la priorité sur les logements. Mais il en faut aussi dans les futurs quartiers pour ne pas faire des cités-dortoirs. Et il y a de nombreux endroits qui ne sont pas adaptés à l'habitat, car trop bruyants.

On continue à raser des arbres pour des barres d'immeubles insipides. Ne faut-il pas revoir certains plans de quartier?

Oui, beaucoup de ces plans localisés de quartiers (PLQ) ont été conçus à une époque qui n'avait pas les mêmes préoccupations. J'ai par exemple hérité de ces PLQ aux Allières où à la Chevillarde et il est parfois frustrant de les porter. Mais je revendique un droit d'inventaire. J'ai demandé à mes services de réexaminer tous les anciens PLQ à l'aune de la qualité des espaces publics, de la place de la nature et du patrimoine ainsi que du nombre de voitures. Ce travail a commencé il y a deux mois. Il ne s'agit pas de faire plus petit ou moins dense, car gaspiller du terrain n'est pas écologique, mais de relever la qualité. Les associations environnementales devraient être impliquées dans la révision de ces PLQ.

Vous allez toucher à des droits acquis et provoquer des recours.

Oui, les intérêts économiques sont énormes, mais ils ne doivent pas passer devant la qualité urbaine et la préservation du patrimoine naturel et bâti. Les milieux immobiliers ont trop souvent produit des immeubles standardisés, sans réflexion urbanistique, car, quelle que soit la qualité, ils peuvent toujours louer. L'enjeu, désormais, est de rendre la ville enviable.

Va-t-on continuer à raser de vieilles demeures comme aux Allières ou à la Chevillarde?

J'ai récemment lancé un recensement de ce patrimoine dans l'idée de mieux le conserver. Mais il est essentiel de trouver une utilisation à ces maisons. J'ai forcé Onex à conserver la villa Broillet, au prix d'un peu moins de logements, mais on ne sait pas encore quoi en faire et qui paiera. J'invite les communes à les faire vivre, en y plaçant par exemple des activités pour le public.

Le quartier des Vernets fait peur avant même d'être construit, tant il est dense. Allez-vous le revoir aussi?

J'ai monté une task force il y a déjà un an pour analyser la qualité dans le PAV (*ndlr: secteur Praille-Acacias-Vernets*). Mais je ne crois pas à une corrélation entre densité et mauvaise qualité. Des quartiers très denses, comme les Pâquis, provoquent un attachement et une vie sociale très riche. Par ailleurs, cette densité a été acceptée durant toutes les phases du processus qui n'a connu aucune opposition. Cela dit, plus un quartier est dense, plus il faut veiller à la qualité des espaces publics. Pour les Vernets, je souhaite un parc sur l'actuel parking de la patinoire, des cœurs d'îlots bien arborisés et la fermeture de la route le long de l'Arve. J'ai par ailleurs imposé l'accès sur la moitié des toitures. Il est en revanche impossible de conserver les peupliers, mais nous aurons de nombreux arbres en pleine terre.

Et les arbres. On continue les abattages?

Les arbres ont longtemps été le parent pauvre des projets, mais la polémique récente a contribué à un meilleur équilibre. Je présenterai ce printemps le plan cantonal d'arborisation, basé sur une stratégie plus offensive. Je précise qu'en 2018, 25% des abattages ont lieu dans la zone villas, contre moins de 15% dans les zones de développement où nous construisons des immeubles.

Que va-t-il se passer après le refus du Pré-du-Stand?

Le Conseil d'État a confirmé vouloir réaliser un cycle d'orientation à Balexert pour remplacer celui du Renard. On ne peut pas laisser des élèves dans ce bâtiment délabré. Il faut donc reloger le centre de formation du Servette.

Où donc? Sur le site de Crotte-au-Loup, à Vernier, où l'État dispose d'une grande parcelle?

Il est encore trop tôt pour le dire. Nous allons examiner plusieurs solutions et nous avancerons vite sur ce dossier.

«Pour l'aéroport, nous avons déjà écrit à Berne»

Sur l'aéroport, Serge Dal Busco n'a pas semblé dimanche avoir pris la mesure du vote. Vous allez mettre ce dossier sous le tapis?

Non, pas du tout. Le Conseil d'État ne soutenait pas l'initiative pour des questions de forme, mais il partage l'idée que l'aéroport, même s'il est un outil fondamental de notre prospérité, doit aussi réduire ses nuisances. Nous avons déjà écrit hier à la Confédération pour qu'elle renforce la protection de la population. Nous avons déjà obtenu de réduire la courbe de bruit. Nous allons demander que cette courbe soit encore diminuée. Et nous voulons aussi que l'on s'attaque davantage aux gaz à effets de serre.

Qu'est-ce qui vous fait penser que Berne va vous écouter?

Doris Leuthard était l'ancienne responsable de tutelle de l'Office de l'aviation civile. Et elle ne voulait pas entrer en matière au nom de la liberté économique. Aujourd'hui, c'est la socialiste Simonetta Sommaruga aux commandes et nous pensons qu'elle sera plus sensible à protéger la population.

Créé: 28.11.2019, 17h31

--